

~~MASTER FILE~~EXPOSE SUCCINCT DU SECRETAIRE GENERAL SUR LES QUESTIONS DONT EST  
SAISI LE CONSEIL DE SECURITE ET SUR LE POINT OU EN EST LEUR EXAMEN

Conformément à l'article 11 du règlement intérieur provisoire du Conseil de sécurité, le Secrétaire général a l'honneur de présenter, sur les questions dont le Conseil de sécurité est saisi et sur le point où en est leur examen à la date du premier octobre 1949, l'exposé succinct que voici :

1. Question iranienne (voir S/1356).
2. Accords spéciaux prévus à l'article 43 et organisation des forces armées mises à la disposition du Conseil de sécurité (voir S/1356).
3. Règlement intérieur du Conseil de sécurité (voir S/1356).
4. Statuts et règlement intérieur du Comité d'état-major (voir S/1356).
5. Réglementation et réduction générales des armements et renseignements sur les forces armées des Nations Unies (voir S/1356 et S/1379).

Le 27 septembre 1949, le représentant des Etats-Unis d'Amérique a soumis un projet de résolution (S/1398) concernant le deuxième rapport sur les travaux accomplis par la Commission des armements de type classique, ainsi que les annexes et résolutions qui l'accompagnent (S/1371). Ce projet de résolution demandait au Conseil de sécurité d'approuver les résolutions que la Commission a adoptées concernant les points 1 et 2 de son programme de travail et de charger le Secrétaire général de transmettre à l'Assemblée générale, pour information, le rapport, les annexes et résolutions qui l'accompagnent, ainsi que le compte rendu des débats que le Conseil de sécurité a consacrés à cette question.

Le même jour, le représentant de la France a soumis un projet de résolution (S/1399) concernant le document de travail adopté le 1er août 1949 par la Commission des armements de type classique (S/1372). Ce projet de résolution invitait le Conseil de sécurité à approuver les propositions contenues dans le document de travail et invitait le Secrétaire général à transmettre à l'Assemblée générale ces propositions et les comptes rendus des débats du Conseil de sécurité.

La question a été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la 449ème séance du Conseil de sécurité, qui se tiendra le 5 octobre.

6. Désignation d'un gouverneur pour le Territoire libre de Trieste (voir S/1356).
7. Question égyptienne (voir S/1356).
8. Question indonésienne (voir S/1356, S/1370 et S/1379).
9. Procédure de vote au Conseil de sécurité (voir S/1356).
10. Procédure d'application des Articles 87 et 88 de la Charte en ce qui concerne les îles du Pacifique sous tutelle stratégique des Etats-Unis d'Amérique (voir S/1356).
11. Demandes d'admission (voir S/1356, S/1381, S/1384, S/1388 et S/1394).
12. Question palestinienne (voir S/1336, S/1361, S/1370 et S/1379).

Par lettre en date du 23 septembre 1949 (S/1396), le Secrétaire général a transmis au Président du Conseil de sécurité le quatrième rapport sur l'évolution de la situation, présenté par la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine.

13. Question Inde-Pakistan (voir S/1356).
14. Question tchécoslovaque (voir S/1356).
15. Question du Territoire libre de Trieste (voir S/1356 et S/1372).
16. Question du Haïderabad (voir S/1356 et S/1385)
17. Notifications identiques adressées au Secrétaire général, le 29 septembre 1948, par la République française, les Etats-Unis d'Amérique et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (voir S/1356).
18. Lettre en date du 17 juin 1949, émanant des représentants de l'Australie, de la Belgique, de la Colombie et de la France, concernant les frais de voyage et les indemnités de subsistance des suppléants de représentants à certaines commissions du Conseil de sécurité (voir également S/1361, S/1388 et S/1394).

A sa 448ème séance, tenue le 27 septembre, le Conseil de sécurité a mis aux voix le projet de résolution contenu dans la lettre des représentants de l'Australie, de la Belgique, de la Colombie et de la France, tel qu'il avait été amendé par ses auteurs le 24 septembre (voir S/1395); 7 membres ont voté pour, un contre (République socialiste soviétique d'Ukraine), et 3 se sont abstenus (Cuba, Egypte, Union des Républiques socialistes soviétiques). La résolution adoptée a paru sous la cote S/1401. Le Conseil de sécurité n'est plus saisi de la question.

19. Contrôle international de l'énergie atomique (voir S/1388 et S/1394).
20. Câblogramme en date du 5 août 1949 adressé au Secrétaire général par la Commission consulaire à Batavia demandant que les Nations Unies assument à l'avenir les frais occasionnés par la présence d'observateurs militaires en Indonésie (voir S/1366 et S/1394).

La discussion de ce câblogramme a commencé lors de la 448ème séance, tenue le 27 septembre 1949, mais n'a pu être achevée. La question a donc été inscrite à l'ordre du jour provisoire de la 449ème séance, qui doit avoir lieu le 5 octobre.

-----